



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Collectivités et de la Légalité
Bureau du Contrôle de Légalité, de l'Urbanisme et de l'Environnement

Perpignan, le 10 avril 2026

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE/2026- 100-0001

abrogeant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'enregistrement

n° PREF/DCL/BUFIC/2017109-0001 du 19 avril 2017

et encadrant la poursuite de l'activité de la station-service de la société Carrefour stations service
sur le territoire de la commune de Clairà relevant du régime de déclaration avec contrôle
périodique
(n° AIOT : 0006601395)

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 512-7-5 et R. 512-46-22 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret présidentiel du 16 juillet 2025 portant nomination de Monsieur Pierre REGNAULT de la MOTHE en qualité de Préfet des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2026-057-0001 du 26 février 2026 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BERTHET, Sous-préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° PREF/DCL/BUFIC/2017109-0001 du 19 avril 2017 encadrant la poursuite de l'activité de la station-service de la société Carrefour stations service sur le territoire de la commune de Clairà ;
- Vu** le récépissé de déclaration n° 6673/00 du 14 février 2000 délivré pour le compte de la société Carrefour France SAS relatif à l'installation d'une station de distribution de gaz liquéfié GPL carburant destiné à alimenter les véhicules automobiles ;

- Vu** le courrier préfectoral du 25 octobre 2010 actant le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique n° 1435 (régime de l'autorisation), créée par décret du 13 avril 2010 ;
- Vu** le courrier préfectoral du 15 juin 2016 actant le bénéfice des droits acquis au titre des rubriques n° 1435-1 (régime de l'enregistrement), 4718-2 (régime de la déclaration) et 4734-1c (régime de la déclaration)
- Vu** la déclaration n° A-3-IM4TIW4RI en date du 19 janvier 2023 de la société CARREFOUR STATIONS SERVICE pour la modification des conditions d'exploitation de la station-service qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Clairà ;
- Vu** le porté-à-connaissance daté du 13 janvier 2026 par lequel la société CARREFOUR STATIONS SERVICE a complété sa déclaration susmentionnée et dans lequel elle informe Monsieur le Préfet du changement de classement de sa station-service de Clairà pour le régime de déclaration au titre de la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- Vu** le rapport n° 2026-046-PR daté du 30 mars 2026 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet du présent arrêté transmis à la société CARREFOUR STATIONS SERVICE, le 08 avril 2026 ;
- Vu** l'absence d'observation de la société CARREFOUR STATIONS SERVICE sur ce projet ;
- Considérant** que jusqu'ici la station-service que la société CARREFOUR STATIONS SERVICE exploite à Clairà était classée pour le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en raison du volume annuel de carburant liquide qui y était distribué ;
- Considérant** que la société CARREFOUR STATIONS SERVICE a réduit le volume annuel de carburant délivré dans sa station-service de Clairà ;
- Considérant** que cette réduction est telle qu'elle entraîne un changement de classement pour la station-service de Clairà la faisant passer du régime d'enregistrement au régime de déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Considérant** par ailleurs, que la société CARREFOUR STATIONS SERVICE a réduit la quantité de gaz inflammables liquéfiés de 14,44 à 9,64 tonnes distribué dans sa station-service de Clairà, en mettant fin à la distribution de gaz contenu dans des équipements sous pression transportables (bouteilles de gaz) ;
- Considérant** dès lors, qu'il convient d'actualiser la quantité de gaz inflammables liquéfiés distribué au titre de la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour laquelle la station-service de Clairà est également classée pour le régime de déclaration avec contrôle périodique ;
- Considérant** en outre, qu'en raison de l'activité précédente de la station-service il convient de maintenir les conditions pour sa remise en état en fin d'exploitation telles qu'elles lui auraient été applicables si elle était demeurée classée pour le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1435 de la nomenclature des ICPE ;
- Considérant** enfin, qu'en application des dispositions des articles L. 512-7-5 et R. 512-46-22 du Code

de l'environnement, Monsieur le Préfet fixe par arrêté complémentaire, sur proposition de l'inspection des installations classées, toutes prescriptions nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

ARTICLE 1

La station-service que la société CARREFOUR STATIONS SERVICE (n° SIREN : 451 321 376), dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est domicilié zone industrielle route de Paris à Mondeville (14120), exploite route du Barcarès à Clairà, est désormais :

- régie par les règles procédurales de la déclaration prévues par les dispositions des sections 3 et 4 du titre I^{er} du livre V du Code de l'environnement ;
- classée pour le régime de la déclaration soumis à contrôle périodique.

ARTICLE 2 – ARRÊT DÉFINITIF

Lors de la cessation définitive d'activité de la station-service, l'exploitant applique les règles procédurales de l'enregistrement prévues par les dispositions des articles L. 512-7-6 et R. 512-46-24 bis à R. 512-46-27 bis du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 – ABROGATION DE PRESCRIPTIONS ANTÉRIEURES

L'arrêté préfectoral d'enregistrement n° PREF/DCL/BUFIC/2017109-0001 du 19 avril 2017, susvisé est abrogé.

ARTICLE 4 – LISTE DES INSTALLATIONS DE LA STATION-SERVICE CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume des activités	Régime
1435-2	Stations-service Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	≤ 12 988 m ³	Déclaration soumise à contrôle périodique
4734-1c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	≤ 243 tonnes	Déclaration soumise à contrôle périodique
4718-2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant : 2. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	≤ 9,64 t de GPL	Déclaration soumise à contrôle périodique

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume des activités	Régime
1414-3	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) 3. installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	2 postes de distribution pouvant délivrer jusqu'à 119 m ³ de gaz de pétrole liquéfié par an	Déclaration soumise à contrôle périodique

La station-service comprend :

- 12 pistes de distribution de carburants multi-produits ;
- 1 piste de distribution gros débit réservée aux poids-lourds ;
- 2 pistes de distribution de gaz de pétrole liquéfié (GPL).

Les carburants distribués sont : le gazole, les essences SP95 et SP98, le GPL et l'éthanol 10 %.

Les carburants sont stockés dans les conditions suivantes :

- 1 cuve enterrée double enveloppe compartimentée de 100 m³ : 60 m³ de gazole et 40 m³ de gazole
- 1 cuve enterrée double enveloppe compartimentée de 100 m³ : 60 m³ d'éthanol 10 % et 40 m³ d'essence SP98
- 1 cuve enterrée double enveloppe compartimentée de 100 m³ : 50 m³ de gazole et 50 m³ d'essence SP95
- 1 cuve aérienne de 25 m³ de GPL.

ARTICLE 5 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

S'appliquent à la station-service les prescriptions de :

- l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, **applicables aux installations existantes selon les conditions définies dans leur annexe II et à l'exception des prescriptions du point 1.7 de son annexe I** ;
- arrêté du 30 août 2010 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes), **applicables aux installations existantes selon les conditions définies dans leur annexe II** ;
- arrêté du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées, **applicables aux installations existantes selon les conditions définies dans leur annexe II** ;
- arrêté du 7 janvier 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1413 ou 4718 de la

nomenclature des installations classées, **applicables aux installations existantes selon les conditions définies dans leur annexe II** ;

- arrêté du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511, **applicables aux installations existantes selon les conditions définies dans leur annexe II** ;
- arrêté du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511, **applicables aux installations existantes selon les conditions définies dans leur annexe II** ».

ARTICLE 6 – PUBLICATION – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En application des dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER Cedex 2 ou via l'application «Télérecours citoyen » accessible à cette adresse www.telerecours.fr) :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le Maire de la commune de Clairà, les Officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CARREFOUR STATIONS SERVICE, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

- à Monsieur le Maire de la commune de Clairà ;
- au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général

Bruno BERTHET